

Procès-verbal de synthèse de l'enquête publique

Schéma directeur eaux usées Commune de Quéven

1 - Analyse générale du déroulement de l'enquête publique

1.1. Bases du projet

Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- 1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,
- 2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif,
- 3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,
- 4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Lorient Agglomération dispose des compétences eau potable et assainissement depuis le 1er janvier 2012 et eaux pluviales depuis le 1er janvier 2018.

Elle assure donc la révision du zonage d'assainissement pour les communes de son territoire et le soumet à enquête publique, conformément à l'article R2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le zonage doit être cohérent avec le P.L.U, la constructibilité des zones non raccordables à un réseau étant conditionnée par la faisabilité de l'assainissement autonome sur un plan technique et financier.

Une fois adoptées, les dispositions du zonage d'assainissement doivent être rendues opposables aux tiers.

C'est à ce titre que sont rappelés ici les objectifs de la révision du PLU de Quéven :

L'objectif de la commune de Quéven à l'horizon 2030 est une croissance de la population à hauteur de 757 habitants supplémentaires, pour la porter à environ 9 400 habitants.

En termes de logements, l'objectif est la création de 614 logements sur la durée du PLU à l'intérieur de la tache urbaine (51 logements par an).

Le PADD s'appuie sur plusieurs axes pour un développement urbain maîtrisé et un renforcement du centre bourg existant. Il est écrit autour de trois orientations prioritaires

Un territoire qui prend soin de ses habitants et de ses visiteurs
Un territoire dynamique au cœur du Pays de Lorient
Un territoire acteur de l'environnement

1.2. Modalités pratiques de déroulement de la consultation

Les permanences ont été tenues conformément à l'arrêté émis par le président de Lorient Agglomération le 20 août 2019 : 5 permanences (7 octobre, 16 octobre, 26 octobre, 4 novembre et 8 novembre) se sont déroulées en mairie de Quéven, aux mêmes dates que celles programmées pour le PLU et le PDA de la commune.

Les permanences ont été sereines, l'affluence répartie sur l'ensemble des permanences avec un afflux plus important dans le dernier créneau horaire.

Elles se sont déroulées dans un bon esprit et ont été l'occasion d'échanges constructifs et ouverts. Les conditions matérielles d'accueil étaient excellentes. 2 salles étaient accessibles tout au long de l'enquête :

- Salle de consultation dédiée où un ordinateur était configuré pour accéder au site de la mairie, au site de Lorient Agglomération et au dossier soumis à enquête pouvant aider les habitants dans la compréhension des orientations et la lecture des plans. Cette salle permettait au public de consulter le dossier en dehors des permanences.
- Salle de permanence qui permettait au commissaire enquêteur de dialoguer de façon sereine avec chaque intervenant voire même de gérer l'accueil simultané de 2 intervenants avec leur accord.

Il est à noter que aucune observation pour le schéma directeur des eaux usées n'a été déposée au registre ni sur le site de Lorient Agglomération.

L'objet du présent procès-verbal établi à partir des avis administratifs dont je vous reproduis la synthèse au paragraphe 1.3 et des rencontres pendant les permanences, tout comme la lecture du dossier d'enquête est de relever parmi les éléments collectés ceux qui justifient des éclaircissements et compléments d'information de la part de Lorient Agglomération, pétitionnaire du présent dossier.

1.3. Synthèse des avis

L'enquête publique s'inscrit dans le cadre de la procédure de modification du zonage d'assainissement avec la volonté de mettre en cohérence la carte de zonage avec les secteurs urbanisables définis dans le dossier de révision du PLU.

1.3.1. Conseil Communautaire

Par délibération du 10 mai 2019, le Conseil Communautaire a validé le projet et donné pouvoir au président pour exécuter les formalités nécessaires. Il est précisé que le zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Quéven a été approuvé par délibération en 2001 et que la commune ne dispose pas de zonage d'assainissement des eaux pluviales. L'extrait de la délibération ci-après précise les limites de la compétence assainissement (et eaux pluviales par extension) de Lorient Agglomération.

En application de l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, des études de zonages d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales ont été réalisées de manière à délimiter :

1° Les zones d'assainissement collectif où Lorient Agglomération est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où Lorient Agglomération est tenue d'assurer le contrôle de ces installations et, si elle le décide, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

Mais aussi,

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

1.3.2. MRAe (Mission Régionale d'Autorité environnementale)

Dans son avis du 8 juin 2019 (examen au cas par cas), la MRAe Bretagne, considère la nature du projet (assainissement collectif AC et assainissement non collectif ANC) et analyse les caractéristiques de la commune :

Bassins versants du Scorff, du Ter et bassin côtier : bon état physico-chimique et biologique

Pas de périmètre de protection de captage d'eau potable

Raccordement au réseau d'assainissement collectif des eaux usées de la station d'épuration de la commune de Quéven (capacité nominale 30000 EH)

Assainissement non collectif, en bon état général, objet d'une opération de réhabilitation

Mise en cohérence et actualisation (ajout de secteurs nouvellement raccordés et ouverts à

l'urbanisation Mourillon, Kerlebert et Croizamus - suppression des secteurs de Keroulan, Prat

Ledeau et Kerdual dont les systèmes d'assainissement autonomes fonctionnent bien)

Les incidences sont de 2 ordres : station d'épuration et organisation du service.

Station d'épuration : se rejette dans le ruisseau de Saint Eloi, affluent du Scorff, est

largement dimensionnée pour les charges reçues (1 dépassement ponctuel de la charge hydraulique au 1^{er} semestre 2016), dispose de capacités suffisantes pour raccorder les

charges supplémentaires (urbanisation de Gestel et Quéven, zoo de Pont Scorff)

Fonctionnement du Service Eau et Assainissement de Lorient Agglomération

La MRAe estime que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine et conclut que le projet n'est pas soumis à analyse environnementale.

2. Analyse des commentaires

Aucune observation n'a été déposée sur le thème eaux usées. Un commentaire relatif aux eaux pluviales a été repris dans le procès-verbal de synthèse adressé à la Mairie de Quéven.

Questions du commissaire enquêteur :

Dans le dossier révision du PLU soumis à enquête, figure un document relatif aux eaux pluviales établi par IRH pour le Service Eau et Assainissement de Lorient Agglomération. Pouvez-vous préciser le niveau d'approbation et d'avancement de ce document alors qu'il est indiqué

dans la délibération du Conseil Communautaire que Quéven ne dispose pas de schéma directeur eaux pluviales ?

Schéma eaux usées :

Un inventaire des zones humides et des cours d'eau figure dans la notice de présentation de la présente enquête. Au titre du contrat de restauration et d'entretien (CRE) des cours d'eau et zones humides de la vallée du Ter, vous évoquez l'action « améliorer la qualité des eaux et des zones humides (résorption des points noirs) ». Quels sont ces points noirs ? Qu'en est-il des résultats du plan 2009 - 2013 pour la vallée du Ter ?

Il est évoqué la problématique morphologique majeure du Scorff (continuité écologique et 80% de tronçons de qualité mauvaise) ainsi que la rupture de berge au droit des installations industrielles et militaires. Quel est le plan pour le Scorff amont (il est évoqué 6 seuils de moulin) ? Qu'en est-il des obligations et des contraintes liées au site inscrit « Rives de Scorff » ? La démarche « Zéro phyto » prônée par la commune de Quéven est mise en exergue. Qu'en est-il des sources de pollution identifiées en amont ?

Pour l'ANC, il est relevé 37 installations non acceptables et 59 acceptables avec risque soit 24,4%. Quel est le plan d'action associé et le planning prévu ?

La STEP de Quéven traite les eaux de Quéven et de Gestel, et à terme celles du zoo de Pont Scorff. Les secteurs de Penquelen et de Lann Bihoué sont ou seront raccordés sur la commune de Guidel. Est-ce exact ? A quelle échéance ? Quel est le taux d'eaux parasites identifié sur cette STEP et son réseau de collecte ? Justifie-t-il le dépassement hydraulique de 2016 ? A quel niveau du Scorff s'effectue le rejet de la STEP (via le ruisseau de Saint Eloi) ? Les instruments de mesure sur le Scorff sont en amont et en aval de Quéven : pouvez-vous les positionner sur la carte ?

3. Synthèse

Toute information complémentaire et utile à la bonne compréhension du dossier sera appréciée.

Le pétitionnaire devra produire un mémoire en réponse dans un délai maximum de 15 jours, soit jusqu'au 28 novembre 2019.

Remis le 13 novembre 2019

Lorient Agglomération

Commissaire Enquêteur

Anne-Marie Carlier

